

Internet, nouvel espace citoyen?

Le double contexte de globalisation économique et de mondialisation des cultures engendre un mouvement où se retrouvent simultanément, d'une part un affaiblissement du poids des Etats-nations dans l'arène de la gouvernance mondiale, et d'autre part la mise à disposition de dispositifs sociotechniques de communication rendant possibles de nouvelles formes d'expression et de revendication à un niveau global de la part d'acteurs individuels et communautaires jusque-là habitués à intervenir plutôt localement. Ces nouveaux usages technologiques, ces nouvelles pratiques de communication et d'échange rendent possible en effet l'expression de la parole individuelle et collective des cultures et des communautés des petits pays, des petites nations, en d'autres mots, l'expression et les revendications des acteurs individuels et communautaires de la société civile. Quelle est aujourd'hui la source vitale du lien social qui perdure? Dans l'espace politique actuel, est-ce que tout est nécessairement médiatisé par l'ordre de la représentation, et conséquemment par le registre du spectacle? Le phénomène Internet, en tant que nouvel espace public, pourrait-il s'inscrire dans le sens contraire de cette tendance qui consiste à réduire l'espace politique au registre de la mise en scène? Internet serait-il davantage qu'un média de masse supplémentaire s'additionnant à une liste déjà longue de moyens de divertissement favorisant un subtil contournement du politique? L'hypothèse mérite d'être posée. Car déjà, Internet croise et fait converger le monde des communications point à point (télécommunications) avec le monde de la diffusion de l'information et du divertissement par les grands réseaux médiatiques (*mass media*). Les rôles traditionnellement assignés aux concepteurs, producteurs et récepteurs sont redessinés: de petits acteurs sociaux anonymes sont investis d'un pouvoir de diffusion de leurs idées à une échelle globale.

Il reste que ces nouveaux dispositifs socio-techniques sont encore inégalement distribués, inégalement accessibles selon les diverses couches sociales et en fonction de la richesse des nations. D'ailleurs, la facilitation de l'accessibilité à la technologie ne coïncide pas nécessairement avec une généralisation des usages, ceux-ci restant tributaires de la maîtrise par les individus d'un minimum de connaissances et de capital culturel. Ainsi, pour décrire la reproduction des anciennes inégalités dans le champ des nouveaux possibles technologiques, on est en droit de parler d'une «fracture numérique », étant entendu que cette expression mérite un travail de déconstruction critique articulé notamment à la prégnance de la fracture politique (Dominique Wolton). Cette fracture numérique peut être précisément mesurée, du moins pour un certain nombre de pays et de continents.

Dans les sociétés industrialisées et démocratiques, où Internet est devenu aujourd'hui un dispositif de communication presque banalisé, on est en droit de formuler l'hypothèse que ce dispositif pourrait engendrer la constitution d'un nouvel espace délibératif, donc susciter une démocratisation des échanges et éventuellement, une plus grande participation citoyenne dans les processus de prise de décision dans la cité. Pour tester cette hypothèse, un travail préalable d'explicitation des règles et d'observation des usages démocratiques effectifs de cette technologie devient nécessaire. Encore ici, une condition politique apparaît nécessaire au déploiement effectif d'Internet comme espace citoyen: les individus et les groupes qui acceptent de communiquer via ce dispositif doivent avoir, en commun et partager une certaine culture démocratique.